

Social / L'associatif s'impatiente

Ouvrir l'accès au logement

Une petite clé. C'est ce que vont recevoir les ministres et parlementaires wallons et bruxellois chargés de la politique du logement. Une clé, symbole d'une campagne (« Dis, tu crèches où ? ») lancée par trois associations qui veulent rappeler au monde politique l'urgence d'agir pour rendre l'accès au logement plus accessible.

« Il y a douze ans, explique Jean-Paul Chaballe, responsable des projets à Vivre Ensemble, nous avons déjà lancé une campagne analogue. La situation n'a fait qu'empirer. Les loyers et les prix des maisons flambent pour les ménages à moyens et faibles revenus. Le manque de logements sociaux est criant. Michèle Vanrokeghem (Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat) rappelle que le temps d'attente pour obtenir un logement social est de huit ans dans la capitale.

Certes, il y a eu des avancées législatives et la prise de conscience de la gravité du problème est réelle. Mais tout va trop lentement, estiment les promoteurs de la campagne. « Construire des logements sociaux, c'est indispensable mais d'autres initiatives doivent être prises, dans l'immédiat. » En premier lieu, la mise en place d'un système de loyers de référence, en fonction de la qualité du logement et de son environnement. « Cela doit s'accompagner d'une fiscalité immobilière plus équitable, estime

David Praile (Solidarités Nouvelles Wallonie). *Les bailleurs sont imposés sur le revenu cadastral indexé, non sur les loyers perçus. Nous demandons au gouvernement d'accorder un avantage fiscal aux bailleurs prêts à donner en location un logement en bon état à prix équitable.* »

Autres exigences : l'instauration d'une allocation loyer pour les revenus limités, le soutien aux initiatives solidaires lancées par les locataires et l'interdiction des expulsions sans garantie de relogement.

Lentement mais sûrement

Les associations ne sont pas seules à s'inquiéter de l'agenda en matière de logement. Mardi, en commission de la Chambre, la députée Ecolo Marie Nagy a interpellé le ministre de l'Intégration sociale Christian Dupont (PS) sur le suivi de la conférence interministérielle de juillet. Quand le gouvernement va-t-il intervenir pour bloquer les loyers ? Quelles mesures fiscales pour encourager l'accès au logement ? Des groupes de travail se sont mis en place, répond le ministre. Ils doivent formuler des pistes d'actions pour la prochaine réunion (le 26 janvier).

A leur programme, la promotion du logement solidaire, l'encadrement des loyers pour freiner la hausse actuelle. De préférence en concertation avec les propriétaires et les locataires. ■

MARTINE VANDEMEULEBROUCKE